



**Marie-Odile DIEMER**  
**Maître de conférences de droit public**

Tél : 06.59.37.01.74

Courriel : marieodile.diemer@univ-cotedazur.fr

**CERDACFF (Centre d'études et de recherche en droit administratif, constitutionnel, financier et fiscal), UPR 7267.**

Université Côte d'Azur

Faculté de droit et science politique de Nice

Avenue du Doyen Louis Trotabas

06050 Nice

#### DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

**2017 Maître de conférences de droit public à l'Université de Nice Sophia-Antipolis**

**2015 Qualifiée aux fonctions de Maître de conférences en Droit public (Section 02)**

**2015 Certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat (École des avocats ALIENOR, Bordeaux, non inscription au Barreau)**

**2013 Doctorat en droit public**

(Mention très honorable avec les félicitations du jury), autorisation de publication en l'état, proposition pour un prix de thèse.

**Sujet** : « La juridiction gracieuse en droit administratif », sous la direction du Professeur **Fabrice MELLERAY**. Soutenue le 10 octobre 2013. *Université Montesquieu-Bordeaux IV*.

**Membres du jury** : M. le Professeur **François BRENET**, Université de Poitiers (Rapporteur)/ M. le Professeur **Fabrice HOURQUEBIE**, Université Montesquieu-Bordeaux IV, (Président)/ M. le Professeur **Fabrice MELLERAY**, Université Panthéon-Sorbonne, Paris I, (Directeur de thèse)/ M. le Professeur **Philippe YOLKA**, Université Pierre Mendès-France, Grenoble II (Rapporteur).

**2008 Master II Recherche « Droit public fondamental », (Mention Bien)**

*Université Montesquieu-Bordeaux IV*

**2007 Master I Droit public, « Constitution, administration et politiques publiques »**

(Mention A.B), *Université Montesquieu-Bordeaux IV*

**2006 Licence parcours « Droit public » (Mention AB)**

*Université Montesquieu-Bordeaux IV*

**2002 Baccalauréat, série E.S., Lycée Montesquieu (Bordeaux)**

## ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT et RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

- Co-Responsable de la Licence Philo-Droit, (septembre 2018- septembre 2022)
- Responsable de la Capacité en droit, 1<sup>ère</sup> année (depuis septembre 2020)
- Co-directrice du DU médiation (depuis septembre 2021)
- Chargée des relations entre le Tribunal administratif de Nice et la Faculté de droit, référente concernant la rédaction de la lettre de jurisprudence du Tribunal.

\*\*\*\*\*

(Université de Nice Côte d'Azur)

### ➤ Cours magistraux dispensés (depuis 2017) :

- *Responsabilité administrative* (15h) / **M2 Droit des responsabilités (2022- )**
- *Culture juridique* (5h) / **M2 Gestion des contentieux privés (2022-**
- *État plateforme et gouvernement ouvert* (10h)/ **M2 droit algorithmique et gouvernance des données (2019-2020)**
- *Modes non juridictionnels de règlement des conflits* (20h) / **M2 Droit et contentieux publics approfondis (2018-)**
- *Procédures fiscales* (20 heures)/ **M2 Droits et Procédures fiscales des entreprises (2017-)**
- *Contentieux fiscal* (10 heures)/ **M2 DPFE (2017-)**
- *Droit des services publics* (30h)/ **M1 Droit public approfondi (2020-)**
- *Fiscalité des entreprises individuelles et des sociétés* (20 heures)/ **M1 Droit public parcours fiscalité (2017-2020)**
- *Contentieux constitutionnel* (30 heures)/ **L3 Droit public (2017-2019)**
- *Contentieux publics* (30 heures) **L3 Droit (2021-**
- *Administration territoriale de la France* (15h) **L2 Droit 2 (2021-2023)**
- *Droit administratif* (30 heures)/ **L2 AES (2017-2018)**
  
- *Organisation judiciaire en droit public, (6h), Prépa ENM (2020-)*
  
- *Cadre juridique de la médiation administrative* (3h), **DU médiation (2021-**
- *La médiation conventionnelle* (3h) , **DU médiation (2021-)**

\*\*\*\*\*

(Université de Bordeaux)

Enseignante contractuelle dans le cadre d'un contrat LRU

### ○ Cours magistraux

#### • 2015-2016

- *Droit international public L3 Droit* (36 heures), Département d'études juridiques de Périgueux.
- *Droit des finances publiques L2 AES* (20 heures), Département d'études juridiques d'Agen.

- **Travaux dirigés (ATV de 2009 à 2011 et de 2013 à 2015, ATER de 2011 à 2013)**
- L1 Droit/ *Droit constitutionnel (2008-2010 / 2015-2016)*
- L2 AES/ *Droit administratif général (2015-2016)*
- L2 Droit/ *Droit administratif général (2009-2016)*
- L3 Droit/ *Droit de la responsabilité des personnes publiques (2012-2015)*
- M1 Droit public/ *Contentieux de l'Union européenne (2014-2015)*

**Autres enseignements :**

- Enseignements méthodologiques en Droit constitutionnel et Droit administratif (10 heures annuelles) (2008/2013), Université de Bordeaux.
- Formation dispensée en Contentieux administratif pour les agents du Ministère de la culture (16 heures) (2015)
- Formation dispensée en Procédure administrative pour le Barreau de Nice : « La responsabilité de l'État du fait des décisions juridictionnelles » in *Les rendez-vous de la Procédure*, 13 octobre 2022.

\*\*\*\*\*

<b>ACTIVITÉS DE RECHERCHE</b>
-------------------------------

➤ **Mémoire de recherche en M2 :**

- *Les opinions doctrinales sur l'arrêt C.E., Ass., 16 juillet 2007, « Société Tropic, Travaux Signalisations »*, sous la direction du Professeur B. Pacteau (151 pages, dactyl).

**OUVRAGES :**

- Contributions/ directions d'ouvrages collectifs :
- *Le juge et la sécurité nationale* (dir. M.-O. Diemer, X. Latour, P. Türk, C.Vallar), Actes du Colloque des 25 et 26 octobre 2018, Université Nice Sophia-Antipolis, Mare et Martin, Collection Droit de la sécurité et de la défense, 2019.
- *La gouvernance intercommunale*, Editions WEKA, (éditions 2016, 2017 et 2018)  
Rédaction de fiches pratiques (« La compétence GEMAPI » ; « Les outils juridiques de la compétence GEMAPI » ; « Les leviers financiers de la compétence GEMAPI » ; « Les modes alternatifs de règlement des litiges » ; « La compétence transport » ; « La compétence tourisme » ; « La création d'un EPCI » ; « La transformation d'un EPCI » ; « Intégrer un EPCI » ; « La dissolution d'un EPCI » ; « La fusion des EPCI » ; « Les ZAE » ; « Le versement de la taxe transport » ; « Les SDCI » ; « Le transfert des

pouvoirs de police aux EPCI » ; « Modifications extensions de périmètres et retrait de compétence des syndicats » ; « Les transferts de biens » ; « La compétence eau et assainissement » ; « Le Pays »...).

- Formations ou ouvrages professionnels :
- *Elaboration d'un QCM en droit de l'urbanisme (60 questions sur les règles générales et l'actualité du droit de l'urbanisme)*, dans le cadre de la formation des élèves-avocats de l'Ecole Française du Barreau, Paris, Editions Lexbase, janvier 2017.
- *Élaboration de sujets et de corrigés pour l'IEJ de Paris I en procédure administrative contentieuse* depuis mai 2021.
- « La médiation administrative », Étude in *Lamy contentieux administratif*, (dir. F. Poulet) Lamyline, consultable en ligne, janvier 2021, actualisation en septembre 2022.
- « La transaction administrative », Étude in *Lamy contentieux administratif* (dir.F. Poulet), Lamyline, consultable en ligne, janvier 2021.

#### ARTICLES :

- « Choisir de ne pas recourir au juge : regard publiciste sur les MARD », *Colloque, Le choix des juges*, Les Rencontres Thémis et Droit, CERDP, Université de Nice Côte d'Azur, 8 décembre 2022, à paraître.
- « Un impensé au cinéma : le contentieux constitutionnel français », *Considérant, Revue de droit imaginaire*, 2023, Journée d'études, *Le droit constitutionnel à l'écran*, Université Aix Marseille, 18 février 2022, à paraître.
- « Le juge sans le contentieux administratif », Colloque, *Cohérence et contentieux administratifs* (dir. A. Claeys et J.-V. Maublanc), Université de Poitiers, 9 et 10 décembre 2021, publication à venir en 2022.
- « La médiation préalable obligatoire en contentieux administratif et les litiges sociaux : l'arbre procédural qui cache la forêt des laissés-pour-compte numériques ? », *Dalloz actualité, Le droit en débats*, 1<sup>er</sup> avril 2022.
- « À propos de quelques confusions sur la médiation administrative », *Le blog Droit administratif*, octobre 2021, disponible en ligne.
- « Le cadre juridique de la médiation administrative », *Lextenso Hebdo édition publique* n°610, du 7 janvier 2021, Actes du séminaire « Justice administrative et médiation ».
- « Les aides locales au cinéma » in Actes du colloque *Les aides économiques de quel droit ?* (dir. O. Renaudie), L'Harmattan, 2020.

- « La confiance entre l'administration et les administrés : une quête insatiable », in Actes du Colloque *La confiance en droit* (dir. J. Tribolo), 22 mars 2019, l'Harmattan, 2019.
- « Le contrôle de légalité des fichiers de renseignement par la formation spécialisée du Conseil d'Etat », in Actes du Colloque *Le juge et la sécurité nationale* (dir. M.-O. Diemer, X. Latour, P. Türk, C.Vallar), 25 et 26 octobre 2018, Université Nice Sophia-Antipolis, Mare et Martin, juillet 2019, pp. 199-210.
- « Le contrôle des fichiers de police par le Conseil d'Etat », in *Les fichiers de police* (dir. E. Debaets, A. Duranthon, M. Sztulman), Éditions Varenne, Collection « Colloques et essais », Tome 83, 2019, pp. 367-392.
- « Les nouvelles alternatives de la justice administrative en France : justice prédictive et justice amiable », *Revista Brasileira de Políticas Públicas (RBPP)*, Vol. 9, n° 1, 2019, pp. 473-482, consultable en ligne.
- « La justice au cinéma et le cinéma devant la justice : le miroir à deux faces : (l'exemple de Grâce à Dieu et d'Une intime conviction) », *LPA*, 22 mai 2019, pp. 16-23.
- Participation au questionnaire : « 50 nuances de droit administratif », Article 172, *Journal du droit administratif*, Dossier n° 4 (dir. Pr. M. Touzeil-Divina), mai 2017.
- « La laïcité morcelée, réflexions sur les espaces de la neutralité », *Revue Politeia*, n° 29, *Laïcité et démocratie*, automne 2016, pp. 186-214.
- « Un impensé dans la procédure administrative : les modes alternatifs de règlement non juridictionnels des différends », *Journal du Droit administratif*, Dossier n° 2, *Les relations entre le public & l'administration mises à la portée de tout le monde* (dir. S. Saunier, F. Crouzatier-Durand et D. Espagno-Abadie), Article n° 79, 12 juillet 2016.
- « Emeutes, manifestations, attroupements et débordements, l'Etat doit-il en assumer tous les risques ? », *R.R.J.*, 2015-2, décembre 2015, pp. 707-732.
- “ Privacy and the disclosure of administrative documents : a well-guarded secret ? ”; (« Vie privée et communication des documents administratifs : un secret suffisamment bien gardé ? »), *Montesquieu Law Review n° 2 Special issue : Privacy*, juillet 2015, pp. 41-46.  
(<http://www.montesquieulawreview.eu/review.htm>)
- « La réforme de l'hospitalisation sans consentement et le contrôle des arrêtés préfectoraux : retour sur un mécanisme d'éviction du juge administratif », *Les Petites Affiches*, n° 117, 12 juin 2015, pp. 4-12.
- « L'indemnisation de l'agent public illégalement évincé : la nouvelle jeunesse de la jurisprudence Deberles », *A.J.F.P.*, n° 6, novembre 2014, pp. 326-334.

## NOTES/COMMENTAIRES :

- « Décision préalable, dommages de travaux publics et défaut d'entretien normal d'un ouvrage public : des liaisons parfois dangereuses, Commentaire de TA Nice, 5<sup>ème</sup> chambre, 1er février 2022, *Mme T.*, n° 1902137 et TA Nice, 5<sup>ème</sup> chambre, 5 avril 2022, *Mme D.*, n° 1900621, *Lettre de la jurisprudence administrative du TA de Nice*, n° 49, Juin 2022, disponible en ligne.
- « Homologation des transactions et compétence du juge administratif », Commentaire du T.A de Nice, *M. H et Mme H*, n° 1800115 *Lettre de la jurisprudence administrative du TA de Nice*, n° 47, Novembre 2021, disponible en ligne.
- « Le juge administratif, l'aide juridictionnelle et le délai raisonnable : l'importance des notifications », Commentaire, TA, 21 octobre 2020, *M. X.*, n° 2000774, *Lettre de la jurisprudence administrative du TA de Nice*, n° 45, Février 2021, disponible en ligne.
- « Le masque, les tests, la prison et le référé-liberté », Commentaire, TA Nice, ordonnance du 6 avril 2020, *M. C.*, n° 2001637, *Lettre de la jurisprudence administrative du TA de Nice*, n° 43, Mai 2020, disponible en ligne.
- « Le référé-conservatoire, actualité et virtualités », Commentaire sur TA Nice, 1<sup>ère</sup> chambre, 13 décembre 2019, *M. T.*, n° 1905808, *Lettre de la jurisprudence administrative du TA de Nice*, n° 42, Janvier 2020, disponible en ligne.
  
- « La communicabilité des protocoles transactionnels : et la lumière fût ? », à propos de l'arrêt du CE, 18 mars 2019, n° 403465, *AJDA* 2019.
  
- « TASCOSM et maîtrise du temps contentieux par le juge administratif : orthodoxie juridique ou opportunisme stratégique ? », Étude de l'arrêt du CE, 9 mars 2018, n° 405355, *Communauté de communes des pays du roussillonnais*, *JCP A*, 2019, n° 20, 2136.
  
- « La TASCOSM et la QPC, chronique d'un contentieux enterré ? », commentaire de la décision du Conseil Constitutionnel n° 2017-644 QPC du 21 juillet 2017, *Constitutions* n° 3/ 2017.
  
- « Responsabilité du fait des attroupements et des rassemblements, quand la préméditation exclut la qualification et la réparation », note sous CE, 30 décembre 2016, *Société Covéa Risk* n° 386536, et *Société Logidis*, n° 389835, *Droit administratif*, n° 10, Octobre 2017, étude 15, pp. 33-36.
  
- « La loi Montagne, réceptacle à de véritables aménités urbaines ? », commentaire de la loi Montagne n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 445, 19 janvier 2017, pp. 1-5.
  
- « La restriction de l'appréciation de l'intérêt à agir des associations dans le contentieux de l'urbanisme », note sous CE, 29 mars 2017, n° 395419, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 456, 20 avril 2017.
  
- « La TASCOSM et la validation législative, chronique d'une QPC annoncée », *Constitutions* n° 1/2017, pp. 113-120.

- « Les motifs d'intérêt général justifiant les dérogations d'urbanisme : une occasion de précision manquée par le Conseil d'Etat », note sous CE, 16 novembre 2016, n° 386298, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 438, 24 novembre 2016 (4 pages).
- « *L'ensemble immobilier unique*, une notion nouvellement sculptée par le Conseil d'Etat », note sous CE, 12 octobre 2016, n° 391092, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 437, 17 novembre 2016 (4 pages).
- « L'appréciation de l'utilité publique d'une ZAC : un guide pratique édicté par et pour le juge administratif », note sous CE, 11 juillet 2016, n° 389936, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 426, 28 juillet 2016 (4 pages).
- « La constante recodification de la mise en compatibilité des déclarations d'utilité publique aux plans d'occupation des sols », note sous CE, 27 juillet 2015, n° 370454, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 388, 1<sup>er</sup> octobre 2015 (4 pages).
- « Contentieux des autorisations d'urbanisme et référés : la présomption d'urgence est-elle une fiction ? », note sous CE, 8 juillet 2015, n° 385043, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 384, 3 septembre 2015 (4 pages).
- « L'ouverture à la circulation générale d'une voie privée et le transfert d'office dans le domaine public : quand la volonté des propriétaires prime une procédure administrative », CE, 17 juin 2015, n° 373187, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 381, 9 juillet 2015 (5 pages).
- « L'office du juge des référés dans le contentieux des autorisations d'urbanisme : des possibilités contrastées », note sous CE, 22 mai 2015, n° 385183, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 378, 18 juin 2015 (4 pages).
- « Permis de construire tacite, déféré préfectoral et demande de retrait : un millefeuille contentieux du calcul des délais en droit de l'urbanisme », note sous CE, 6 mai 2015, n° 366004, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 375, 28 mai 2015 (4 pages).
- « Permis de construire et connaissance acquise : quand les faits ne peuvent pas supplanter les manquements du droit », note sous CE, 25 février 2015, n° 371796, *Revue juridique de l'école des avocats* (RJDEA n° 3), mai 2015, pp.14-17.
- « Permis de construire précaire : un régime d'exception constitutionnel », note sous CE, 18 février 2015, n° 385959, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 367, 25 mars 2015 (4 pages).
- Aide à la rédaction des questions posées à Maître Pauline Maumot : « Quand le lotissement présuppose la volonté de construire », commentaire de l'arrêt CE, 26 janvier 2015, n° 362019, *Lexbase Hebdo Edition Publique*, n° 362, 12 février 2015 (4 pages).
- « La précision de l'étendue de l'autonomie procédurale des Etats membres dans le processus décisionnel administratif douanier », note sous CJUE, 13 mars 2014, *Global*

*TransLodzhistik OOD c. Nachalnik na MitnitsaStolichna*, , *Journal d'actualité des droits européens* (J.A.D.E.), mai 2014.

### **CHRONIQUES :**

- « Novembre, entre fiction et reportage, plongée au cœur de la SDAT », Dalloz actualité, octobre 2022.
- « Les promesses » de T. Kruitohf, *Dalloz actualité*, février 2022.
- « Un pays qui se tient sage » de D. Dufresne, *Dalloz actualité*, décembre 2020.
- « *Des hommes*, de A. Odier et J.-R. Viallet, 2020 », *Dalloz Actualité*, juin 2020
- « La dernière marche », *Dalloz actualité*, mai 2020.
- « Dark Waters de Todd Haynes : droit, environnement et cinéma », *Blog droit et cinéma*, février 2020
- « Three Billboards : Vengeance et sentiment d'injustice au cinéma : peut-on vraiment se passer de la loi ? », *Blog Droit et Cinéma*, dirigé par Magali Flores et Lionel Miniato, publié en ligne en Décembre 2018.

### **INTERVIEW VIDÉOS :**

- « La médiation et les modes alternatifs de règlement des litiges en droit administratif », Interview par Maître Éric Landot, 18 janvier 2022 : <https://blog.landot-avocats.net/2022/01/18/mediation-et-modes-alternatifs-de-reglement-des-litiges-video-avec-weka-et-interviews-complements/>

### **COMMUNICATIONS ORALES :**

- « **Le déferé-laïcité** », formation auprès du Centre de gestion de la fonction publique, 9 décembre 2022.
- « **Choisir de ne pas recourir au juge : regard publiciste sur les MARD** », *Colloque, Le choix des juges*, Les Rencontres Thémis et Droit, CERDP, Université de Nice Côte d'Azur, 8 décembre 2022.
- « **La responsabilité administrative du fait des décisions juridictionnelles** », Formation, *Les rendez-vous de procédure de l'IFR*, Barreau de Nice, Palais de la Méditerranée, 13 octobre 2022.
- « **Un impensé au cinéma : le contentieux constitutionnel français** », Journée d'études, *Le droit constitutionnel à l'écran*, Université Aix Marseille, 18 février 2022.
- « **Le juge sans le contentieux administratif** », Colloque, *Cohérence et contentieux administratifs* (dir. A. Claeys et J.-V. Maublanc), Université de Poitiers, 9 et 10 décembre 2021.



- « **Le cadre juridique de la médiation administrative** », Séminaire « **Justice administrative et médiation** », Université de Nice, 15 octobre 2020.
- « **Les aides locales au cinéma** » in Actes du colloque « Les aides économiques de quel droit » dir. O. Renaudie), Paris 1 Panthéon Sorbonne, 28 novembre 2019.
- « **Le contrôle des fichiers de renseignement par la formation spécialisée du Conseil d'Etat** », Colloque « Le juge et la sécurité nationale », 25 et 26 octobre 2018, Université Nice Sophia-Antipolis.
- « **Le juge administratif et la prédiction** », Colloque « Le droit augmenté », 28 mars 2018, IFR, Université de Nice Sophia-Antipolis.
- « **Retour sur la voie de fait** », Colloque « Coopérations juridictionnelles. Juge administratif et juge judiciaire » ; 17 et 18 décembre 2013, organisé par le CERDARE, Université Montesquieu Bordeaux IV, sous la direction du Professeur Aude ROUYERE. (19 pages version écrite)
- « **La revalorisation de la fonction législative** », Rencontre inter Masters Recherche Bordeaux-Pau 2008 : « La revalorisation du Parlement suite au Comité de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la V<sup>ème</sup> République », sous la direction du Professeur Ferdinand MELIN-SOUCRAMANIEN (5 pages dactyl.).

#### ORGANISATIONS DE COLLOQUES :

- « **Conciliation et médiation en droit fiscal** », Projet pour 2023, Université Nice Côte d'Azur.
- « **Le juge et la médiation administrative** », 15 octobre 2020, Université Nice côte d'Azur.
- « **Le juge et la sécurité nationale** », 25 et 26 octobre 2018, Université Nice Sophia-Antipolis.

<b>ACTIVITES UNIVERSITAIRES et ADMINISTRATIVES DIVERSES</b>
---

#### *Laboratoires de recherche :*

- Membre du **CERDACFF**, Université de Nice Sophia-Antipolis (depuis septembre 2017)
- Membre du **GRECCAP-CERCLE (2008-2017)**, Université de Bordeaux : participation et interventions à des **séminaires d'actualité** du centre de recherche.
- Membre de l'**AFDA**
- Membre de l'**Association Ad'hoc (2009-2015)**, Association de docteurs et doctorants, Université de Bordeaux.

*Fonctions électives :*

- Membre élue du **Conseil Scientifique Pédagogique et Comité de pilotage de la faculté de droit de Nice (depuis septembre 2020)**

*Fonctions d'encadrement et membres de jury :*

- **Membre du comité de sélection pour le recrutement d'un Maître de conférence au cerdacff (2022)**
- **Examinatrice, soutenance de thèse, J. DJARGOLLO, « La réforme des administrations douanières, le cas du Tchad », 8 avril 2022.**
- **Membre du comité de sélection des ATER de l'Université de Nice (2019)**
- **Membre du comité de suivi des thèses (depuis 2019)**
- **Membre de jurys (depuis 2018), Université de Nice :**
  - Grands oraux de fin d'études, **M2** stratégie fiscale des entreprises
  - Grand oral de culture juridique, **M2** Gestion des contentieux privés.
  - Soutenance de mémoires et rapports de stages, **M2** Droit et procédures fiscales des entreprises
  - Soutenance de mémoires et rapports de stages, **M2** Droit administratif et contentieux publics.
  - Soutenance de mémoires pour la VAE, **M2** Sécurité intérieure
  - Soutenance de mémoires pour la VAE, **M2** Administration et collectivités territoriales
- **Présidente de jury** pour la sélection des étudiants de M1 en contentieux de l'Union européenne dans le cadre du **concours de plaidoirie** organisé à l'Université de Bordeaux, sous la direction du Professeur **Olivier DUBOS** et de Cyrielle CASSAN (doctorante), décembre 2015.

*Correctrice des épreuves du CRFPA (septembre 2022)*

- Procédure administrative
- Cas pratique droit administratif

**STAGES ET AUTRES EXPERIENCES PROFESSIONNELLES**

**Novembre 2015-Septembre 2017 :**

- **Consultante**, cabinet d'avocats **BOISSY (Bordeaux, 33)**  
*Droit des collectivités territoriales, droit de l'urbanisme, droit de la fonction publique*

**Février 2015/ Juillet 2015 :**

- **Élève-avocate**, Cabinet **FIDAL, (Mérignac, 33)**, auprès de maîtres Éric VIDAL et Pauline MAUMOT, Avocats à la cour, département Droit public.  
*(marchés publics, droit de l'urbanisme, droit de la fonction publique)*

**Septembre 2014 / Janvier 2015 :**

- **Élève-avocate, Cour administrative d'appel de Bordeaux, 2<sup>ème</sup> chambre.** Magistrat référent : le Président de la 2<sup>ème</sup> chambre Didier Péano. (*droit de la responsabilité administrative, droit des étrangers, droit de la fonction publique : rédaction de projets de jugement et participation aux séances d'instruction*)

**Septembre 2013 :**

- Enseignements en droit administratif, Préparation aux enseignements universitaires, **Centre de formation juridique** (*Bordeaux*)

**Mai-juin 2007 :**

- Participation à la campagne de déclaration de l'impôt sur le revenu, formation aux bases du **Droit Fiscal, Centre des impôts, Cité administrative, Bordeaux.**

<b>LANGUES</b>
----------------

- **Anglais /Espagnol** : compréhension orale et écrite